

# Pour les Suisses, la «barque»



**EMBLÉMATIQUE**  
 Cette photo prise par Massimo Sestini (récompensée par le World Press Photo 2015) est devenue le symbole de la tragédie qui se joue en Méditerranée. Entre les côtes libyennes et la Sicile, des milliers de réfugiés, fuyant les guerres ou la misère, s'entassent sur des rafiots, au risque de chavirer. Avec l'espoir de toucher les côtes européennes ou d'être pris en charge par les opérations de secours, soit de la marine italienne, soit de Frontex.

# n'est pas tout à fait pleine

**Sondage.** Lucides face à la crise des migrants en Méditerranée, les Suisses affirment la vocation humanitaire de leur pays; pas question de fermer les frontières, mais pas question non plus d'accueillir des réfugiés chez soi. L'asile reste une tâche qui incombe à l'Etat. Tels sont les principaux enseignements de l'enquête d'opinion conduite par M.I.S Trend pour «L'Hebdo».

■■■ CHANTAL TAUXE

**La barque est pleine.** L'expression date de 1942, l'époque où la Suisse se voyait comme une île au milieu de la tempête de la Seconde Guerre mondiale. On la doit au conseiller fédéral Eduard von Steiger qui voulait justifier la fermeture des frontières face à l'afflux de réfugiés juifs.

Trois quarts de siècle plus tard, les barques débordent en Méditerranée. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, 150 000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le début de l'année, la moitié en Italie, l'autre moitié en Grèce. Le nombre de morts pendant la traversée est estimé à 1900.

L'Italie ne parvient plus à faire face à ce tsunami humain. L'Union européenne peine à organiser la solidarité entre les Etats liés par les accords de Dublin, qui assignent au premier pays d'entrée la responsabilité de statuer sur la demande d'asile. Une règle manifestement dépassée par l'ampleur de l'afflux de personnes qui fuient les guerres et la misère. Les ministres chargés de ce dossier doivent se revoir le 20 juillet pour examiner une meilleure répartition des réfugiés.

**UN PRINCIPE INALIÉNABLE**

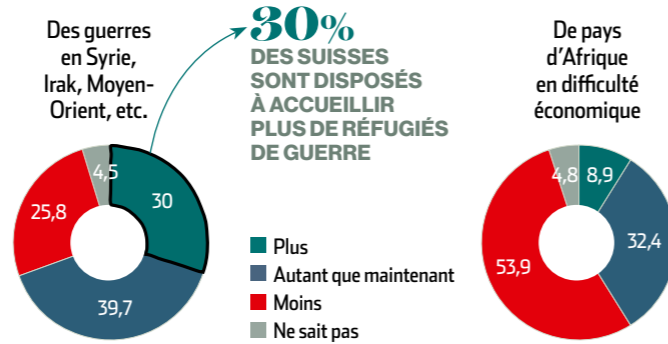
Peut-on compatir au sort des migrants sans s'investir personnellement? Peut-on s'indigner des cadavres repêchés en mer au large de Lampedusa et laisser l'Italie gérer seule le problème? Le sort des réfugiés syriens émeut-il plus que celui des migrants économiques? Qui serait d'accord d'accueillir chez soi une famille? Où en est la tradition de refuge que la Suisse et la Suisse romande en particulier ont incarnée par le passé?

Pour éclairer ces questions, la rédaction de *L'Hebdo* a chargé l'institut M.I.S Trend de sonder l'opinion. Les résultats montrent une Suisse attachée à sa tradition humanitaire: il faut aider ceux qui fuient les guerres. Mais les migrants économiques, qui ne cherchent à échapper qu'à la misère, ne sont pas les bienvenus. Le distinguo entre faux et vrais requérants d'asile est solidement ancré dans les têtes.

Les citoyens refusent les mesures extrémistes prônées par certains élus de la Lega et de l'UDC: pas question

**POUR LES RÉFUGIÉS DE GUERRE, LA BARQUE N'EST PAS TOUT À FAIT PLEINE, MAIS LE REJET DES MIGRANTS ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE EST NET**

Selon vous, est-ce que la Suisse doit accueillir plus, autant que maintenant ou moins d'immigrés issus...

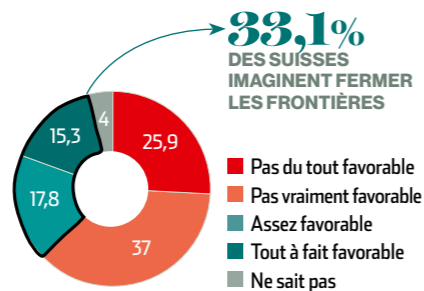


**Les requérants d'asile** qui fuient un pays en guerre sont les bienvenus, un tiers des Suisses pense même que l'on pourrait en accueillir plus. Ce sont les 60 ans et plus et les gens de gauche qui s'expriment dans ce sens. Les Tessinois pensent à 43% qu'il faudrait déjà en accueillir moins. Le contraste est saisissant lorsque la même question est

posée pour les migrants économiques venus d'Afrique, une majorité pense qu'il faudrait en accueillir moins, le rejet étant particulièrement fort chez les personnes âgées, ce qui atteste de la permanence du distinguo entre bons et faux réfugiés. A noter que le sentiment que la Suisse a fait son devoir en matière d'asile est dominant. ■

**FERMER LES FRONTIÈRES? UN FLOP POUR LA LEGA ET L'UDC**

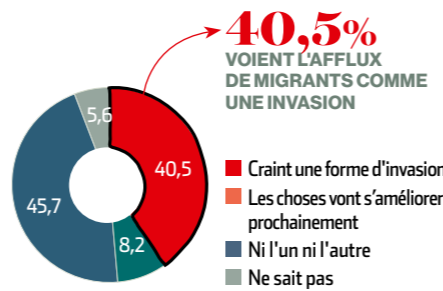
Dernièrement, les chefs du gouvernement du Tessin et du Valais ont évoqué l'idée de fermer temporairement les frontières à l'afflux de réfugiés. Vous-même, êtes-vous favorable ou non à cette idée?



**Seuls les Tessinois**, à 51,2%, pensent qu'il faudrait fermer temporairement les frontières pour contrer l'afflux de réfugiés, suivant l'idée émise par leur conseiller d'Etat Norman Gobbi, reprise par son homologue valaisan Oskar Freysinger. L'idée révulse à gauche: 48,8% de pas du tout favorables et 40,6% de pas vraiment favorables. ■

**L'AFFLUX DE MIGRANTS, UNE INVASION? LES ESPRITS DIVISÉS**

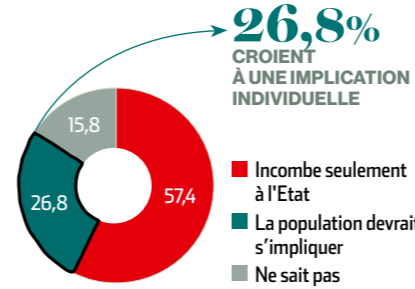
Que pensez-vous de l'afflux actuel des migrants en Méditerranée? Craignez-vous une forme d'invasion ou pensez-vous que les choses vont s'améliorer prochainement?



**Le fatalisme l'emporte** tout juste sur la peur, 45,7% des Suisses ne pensent pas que l'afflux de migrants via la Méditerranée est une invasion. Mais la vision populiste séduit 48,8% des Romands (peut-être sous l'influence d'un certain discours français), 55,7% des Tessinois et 36,7% des Alémaniques, bien moins manichéens que les Latins. ■

**L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS CONSTITUE CLAIREMENT UNE TÂCHE DE L'ÉTAT**

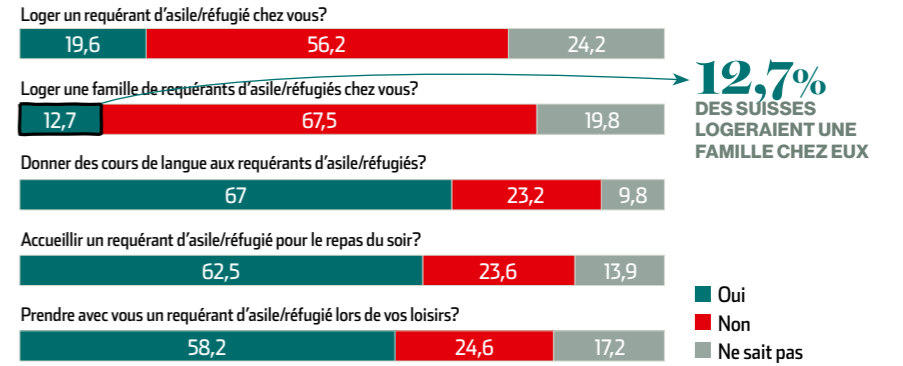
Pensez-vous que l'accueil des réfugiés et requérants d'asile incombe seulement à l'Etat ou considérez-vous que la population devrait également s'impliquer à titre individuel et bénévole pour les accueillir?



**L'asile n'est pas l'affaire** de tous, il appartient aux collectivités publiques d'en assurer la gestion. Sur ce point central, la droite est étatiste (73%), alors que la gauche est plus partagée (40,9% estiment que la population devrait également s'impliquer). A noter que cette question a suscité la plus grande perplexité: 15,8% des sondés ne savaient qu'en penser. ■

**SEUL UN SUISSE SUR CINQ SERAIT PRÊT À HÉBERGER UN RÉFUGIÉ CHEZ LUI, MAIS DEUX SUR TROIS SONT DISPOSÉS À DONNER UN COUP DE MAIN**

Vous-mêmes, seriez-vous prêt à...

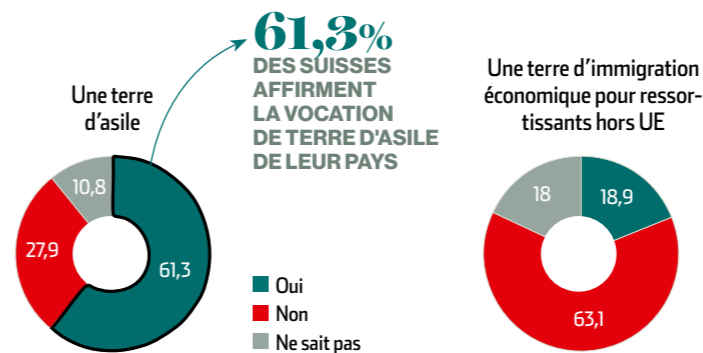


**Accueillir des réfugiés chez soi** n'est envisagé que par 19,6% des Suisses, les 18-29 ans comme les 60 ans et plus s'y montrant les plus favorables. Les Tessinois (27,3%) et les Alémaniques (22,9%) y sont plus ouverts que les Romands (11%): un résultat qui invalide l'image de Romands plus ouverts aux migrants que le reste du pays, l'indice

d'une crise du logement plus aiguë ou d'un certain réalisme une fois l'émotion retombée? En revanche, l'idée de s'engager bénévolement auprès des requérants pour donner des cours de langue, partager un repas ou une activité de loisir semble à la portée de deux tiers des Suisses, tous clivages politiques ou sociologiques confondus. ■

**LES SUISSES TIENNENT À CE QUE LEUR PAYS RESTE UNE TERRE D'ASILE, MAIS RÉCUSENT SA POSITION DE PÔLE D'IMMIGRATION**

Pour vous, la Suisse doit-elle être...

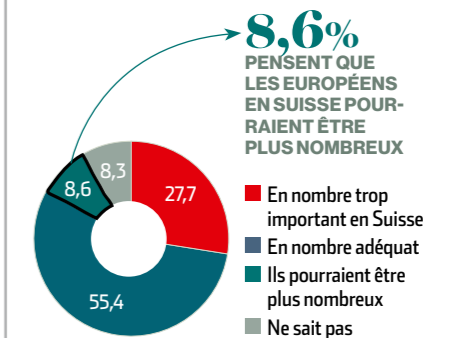


**Asile oui, immigration non**, le verdict est clair. Ce sont surtout les sondés de gauche (83%) ou du centre (78,6%) qui affirment la vocation humanitaire de la Suisse. Les Alémaniques (64,3%) sont plus convaincus que les Romands (58%) et les Tessinois (34%), dont le canton est le plus directement touché par l'afflux de requérants. Les migrants hors Union européenne ne sont pas les bienvenus; même à

gauche, on ne trouve que 28% de sondés pour soutenir que la Suisse devrait être une terre d'immigration pour eux. Cette tendance se retrouve parmi les habitants des grandes villes (23%) et les gens qui déclarent une formation supérieure (23%). La politique dite des trois cercles, privilégiant la main-d'œuvre européenne et faisant des migrants non UE l'exception, est bien ancrée dans les esprits. ■

**TROP D'EUROPÉENS? UN GROS QUART DES SUISSES LE PENSENT**

Considérons maintenant les ressortissants qualifiés de l'UE en Suisse. Considérez-vous qu'ils sont:



**Le 9 février 2014**, 50,3% des votants ont accepté l'initiative «Contre l'immigration de masse», et compromis la libre circulation des personnes avec l'UE. Une majorité se dégage désormais pour estimer le nombre d'Européens adéquat. Clivage générationnel, 16% des moins de 30 ans pensent qu'ils pourraient être plus nombreux contre 5% des 45-59 ans. ■

- ■ ■ de fermer les frontières. Et pas question non plus de laisser les pays riverains des conflits ou ceux qui voient débarquer les migrants sur leurs côtes se débrouiller seuls. Les règles des accords de Dublin sont jugées caduques. La fermeté le dispute au réalisme.

## PAS DE RÖSTIGRABEN

Comme la votation du 9 février sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», notre sondage révèle un clivage ville/campagne. Les gens bien formés et aisés se montrent mieux disposés à l'égard des requérants d'asile. Mais l'enquête d'opinion enterre le préjugé que les Romands seraient plus ouverts en matière d'asile que les Alémaniques. Les avis des deux régions linguistiques convergent. Seul le Tessin, en première ligne, se singularise.

Les centres d'accueil débordent et l'annonce d'une potentielle ouverture génère souvent la polémique. Bonne nouvelle pour les autorités chargées de gérer l'asile, une majorité se dit prête à accueillir un centre à proximité de son domicile.

La prise en charge des requérants est toutefois nettement perçue comme une tâche qui incombe prioritairement à l'Etat. Il n'y a qu'un citoyen sur cinq pour imaginer loger sous son propre toit un requérant. En revanche, des soutiens bénévoles ponctuels sont envisagés avec plus de bienveillance par les sondés.

La Suisse se perçoit donc encore et toujours comme une terre d'asile, mais pas un pôle d'immigration. La crainte d'être submergé par une masse de migrants rôde encore dans la tête de quatre Suisses sur dix. ■

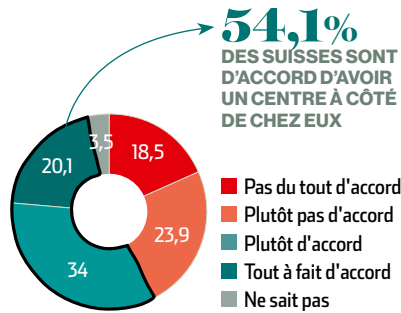
## FICHE TECHNIQUE



Sondage réalisé sur l'internet du 2 au 7 juillet 2015 par l'institut M.I.S Trend à Lausanne, auprès de 1220 personnes représentatives âgées de 18 ans et plus, soit 513 en Suisse romande, 505 en Suisse alémanique et 202 au Tessin. Marge d'erreur sur le total: +/-2,9% (marge d'erreur pour les sous-groupes régionaux: +/-4,5% pour la Suisse romande et pour la Suisse alémanique et +/-7% pour le Tessin). ■

## UNE MAJORITÉ PRÊTE À ACCEPTER UN CENTRE D'ACCUEIL

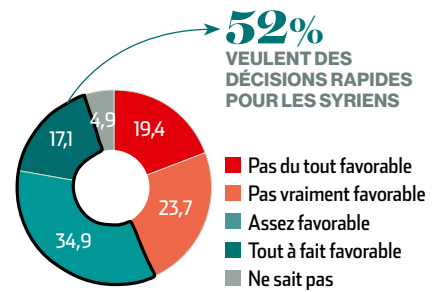
Si l'ouverture d'un centre fédéral de réfugiés était projetée au sein de votre commune ou dans votre quartier, seriez-vous d'accord?



**Un résultat surprenant**, l'ouverture de centres pour les réfugiés suscite en général l'hostilité des proches habitants. Le réflexe «pas dans mon jardin» n'est pas aussi marqué qu'on le croit. L'acceptation est la plus large parmi les habitants des grandes villes. A 57%, les Alémaniques se montrent mieux disposés que les Romands (46%). ■

## IL FAUT SIMPLIFIER LES PROCÉDURES

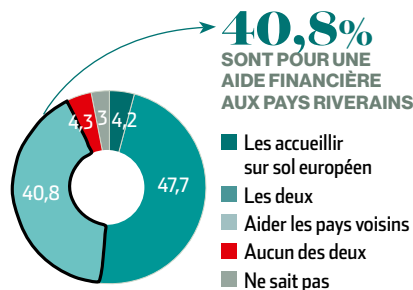
Certains considèrent que le Conseil fédéral doit simplifier les procédures administratives pour permettre aux Syriens d'arriver plus sûrement et rapidement en Suisse. Etes-vous favorable à cette idée?



**Statuer plus vite** quand le cas est évident séduit. L'accélération du traitement des demandes d'asile telle que prévue par la révision de la loi en cours trouve une majorité, notamment chez les plus âgés (65%). La gauche y est très favorable (73%), la droite beaucoup plus réticente (64%), les personnes qui se disent apolitiques penchant pour le rejet. ■

## AIDER SUR PLACE NE DISPENSE PAS D'ACCUEILLIR ICI DES RÉFUGIÉS

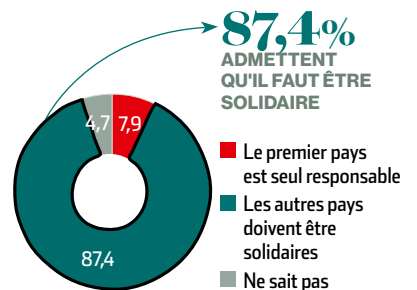
Pensez-vous qu'il faut prioritairement accueillir les réfugiés syriens sur sol européen ou plutôt aider financièrement les pays voisins de la Syrie à mettre sur pied et à entretenir des camps de réfugiés?



**Payer les pays riverains** des conflits pour qu'ils gèrent seuls les camps de réfugiés n'est pas une option pour une majorité des Suisses, même si 40% la soutiennent, surtout à droite (62%). La question révèle un clivage ville/campagne que l'on observe aussi sur d'autres propositions, les citadins sont plus favorables à un accueil ici que les ruraux. ■

## LES RÈGLES DES ACCORDS DE DUBLIN JUGÉES CADUQUES

Considérez-vous que le premier pays européen dans lequel arrive un migrant est seul responsable de lui ou est-ce que les autres pays européens doivent être solidaires et se répartir les migrants?



**Les pays qui constituent** les frontières extérieures de l'UE ne peuvent pas être tenus pour seuls responsables de l'accueil des migrants comme le prévoient les accords de Dublin. L'exaspération des autorités italiennes devant le manque de solidarité des autres pays et l'appel à une meilleure répartition des migrants ont été captés par les Suisses. ■